



Vérifier au prononcé

Discours de bienvenue prononcé par la Présidente du Conseil économique et social

S. E. M^{me} Sylvie Lucas (Luxembourg)

Réunion préparatoire à l'Examen ministériel annuel de 2009

New York, le 31 mars 2009

Excellences,

Mesdames et Messieurs,

C'est avec grand plaisir que je vous souhaite la bienvenue à cette réunion préparatoire qui doit nous aider à identifier les questions de première importance auxquelles les ministres devront s'attaquer lors de l'Examen ministériel annuel de 2009 du Conseil économique et social sur la santé publique mondiale, qui se tiendra en juillet prochain à Genève.

Les délégations se souviendront que les préparatifs de l'examen ministériel annuel de cette année ont débuté par une discussion sur le rôle de la médecine traditionnelle, suivie d'une manifestation spéciale consacrée à la philanthropie au service de la santé publique mondiale. La réunion d'aujourd'hui portera sur un autre volet de notre thème, à savoir « Passer de l'engagement à l'action : mise en œuvre des objectifs et engagements adoptés au niveau international en matière de santé publique mondiale ».

Aujourd'hui nous aurons l'occasion de nous pencher en particulier sur les incidences de la crise financière mondiale sur les systèmes sanitaires et d'étudier les défis posés en termes de services de santé dans les pays à la suite d'une situation de crise.

Mesdames et Messieurs,

La santé est au cœur des objectifs du Millénaire pour le développement. En effet, trois des huit objectifs du Millénaire pour le développement concernent ce domaine.

Jusqu'à présent, les progrès que nous avons enregistrés s'agissant des objectifs du Millénaire pour le développement qui portent sur la santé ont été mitigés. Bien que la situation se soit améliorée en ce qui concerne la mortalité infantile et la lutte contre le VIH/sida et le paludisme, l'objectif relatif à la santé maternelle est, parmi les huit OMD, celui pour lequel nous avons obtenu les résultats les moins bons.

On imagine avec peine comment nous pourrions réaliser les autres OMD si nous ne réalisons pas les trois objectifs relatifs à la santé. Ce fait a été reconnu par nos chefs d'État et de Gouvernement qui ont fait de la santé l'une de leurs priorités. En mobilisant l'appui en faveur des initiatives de santé publique, le Conseil économique et social peut faire en sorte que la santé reste au premier rang des préoccupations.

L'un des points forts de l'Examen ministériel annuel est qu'il peut favoriser la mobilisation autour du thème de la santé publique mondiale à tous les échelons (mondial, régional et national) puisqu'il ne s'agit

pas d'une manifestation ponctuelle mais d'un ensemble de consultations mondiales, régionales et nationales faisant intervenir un large éventail de protagonistes.

Les préparatifs en vue de l'Examen ministériel annuel de 2009 battent actuellement leur plein. J'aimerais saisir cette occasion pour décrire brièvement comment chacune des réunions préparatoires contribue au tableau d'ensemble en s'attaquant à un aspect essentiel de la question de la santé publique mondiale, après quoi je dirai quelques mots sur le rôle que doit jouer cette réunion préparatoire mondiale consacrée à l'Examen ministériel annuel.

Plus de 5 600 personnes se sont inscrites en vue de participer au débat électronique sur l'Examen ministériel annuel, qui a porté entre autres sur les enjeux de la pénurie de personnel sanitaire. Nous avons reçu des suggestions intéressantes quant à la façon de s'attaquer au problème, notamment le problème connexe de la fuite des cerveaux, au moyen de mesures préventives telles que le renforcement massif de la formation et la mise en place d'un programme de rétention.

Le thème principal de la réunion régionale de l'Examen ministériel annuel tenue à Sri Lanka à la mi-mars était « *Stratégies de financement des services de santé* ». La situation économique internationale ne cessant de s'aggraver, des experts se sont penchés sur la question « comment en faire plus avec moins » tout en garantissant l'égalité d'accès aux soins.

La prochaine réunion régionale préparatoire de l'Examen ministériel annuel aura lieu à la fin du mois d'avril, à Beijing. Elle sera consacrée à *la promotion de l'éducation sanitaire*, c'est-à-dire l'aptitude à trouver, comprendre et exploiter des informations sanitaires afin d'être et de rester en bonne santé.

La réunion régionale qu'il est proposé de tenir au Qatar doit porter sur *la prévention et le contrôle des maladies non transmissibles*, question que de nombreux spécialistes considèrent aujourd'hui comme l'un des principaux enjeux sanitaires du développement mondial au XXI^e siècle. On estime que les maladies non transmissibles ont causé 35 millions de décès en 2005, soit 60 % de la mortalité mondiale. Quarante pour cent de ces décès sont survenus dans des pays à revenu faible ou intermédiaire.

La réunion régionale préparatoire de l'Examen ministériel qu'il est proposé d'organiser en Jamaïque au début du mois de juin portera principalement sur *le VIH/sida* et sur les obstacles à la réalisation de l'objectif 6 du Millénaire pour le développement, alors qu'une réunion régionale pour l'Afrique, envisagée au Ghana, doit se pencher sur les possibilités en termes de *e-health et m-health*.

Outre les réunions régionales, plusieurs des pays qui ont décidé de faire un exposé volontaire de pays cet été ont déjà tenu des séminaires nationaux en vue de préparer leur exposé. Comme vous le savez, les 7 pays participants sont la Bolivie, la Chine, la Jamaïque, le Japon, le Mali, le Soudan et Sri Lanka.

Je tiens également à rendre hommage aux Commissions techniques et aux Comités d'experts rapportant à l'ECOSOC qui ont répondu par l'affirmative à notre invitation de contribuer activement à l'Examen ministériel annuel.

Mesdames et Messieurs,

Notre réunion préparatoire d'aujourd'hui contribuera de manière importante à ces préparatifs. Nous entendrons d'abord un exposé de M. Rosling, professeur à l'institut Karolinska, en Suède, et co-fondateur de Gapminder. Il nous parlera de l'état de réalisation des OMD, en particulier ceux relatifs à la santé, et de son évaluation en termes d'efforts prioritaires à entreprendre d'ici à 2015. Nous entendrons ensuite un exposé de M. Cassels sur les incidences de la crise financière mondiale sur la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement. M. Cassels est chargé de ces questions à l'OMS.

Cet après-midi, nous nous pencherons sur les problèmes sanitaires au lendemain de conflits. Le Conseil entendra les vues de représentants d'horizons très divers. Je suis ravie que le Conseil puisse entendre l'Ambassadeur Heraldo Muñoz, Président du Comité d'organisation de la Commission de consolidation de la paix, qui prendra la parole au début de la séance de l'après-midi.

La Commission de consolidation de la paix est indiscutablement l'un des organes avec lesquels le Conseil a le plus d'affinités et avec lesquels il convient de rechercher activement des effets de synergie.

À la suite de ces échanges, le Conseil assistera à une table ronde à laquelle participeront des représentants de gouvernements, de l'ONU et de la société civile, tous très actifs sur le terrain. Ils feront part de leur expérience et de leur opinion quant au rôle de la santé dans les efforts de stabilisation après des conflits et à la manière dont les différents acteurs du développement peuvent œuvrer plus efficacement pour redresser ce secteur dans les pays émergeant de conflits.

Mesdames et Messieurs,

L'une des principales conclusions qui se dégage à ce jour des préparatifs pour notre Examen ministériel annuel est que les spécialistes de la santé ne pourront pas régler seuls les grands problèmes de la santé publique mondiale. Ils ne sont pas en mesure, à eux seuls, d'assurer le financement des systèmes de santé, de faire face à la pénurie de personnel sanitaire et de promouvoir l'éducation sanitaire, par exemple. Il convient d'adopter des approches multisectorielles faisant intervenir différents ministères. En juillet, le Conseil économique et social pourra jouer un rôle de taille en rassemblant les différentes parties prenantes.

C'est dans cet esprit que je vous encourage à profiter de la réunion d'aujourd'hui pour engager le dialogue avec les spécialistes de différents domaines qui sont présents parmi nous.

Je vous remercie.